CONSULTATION SUR L'EMPLOI DU CROISSANT-ROUGE ¹

I

Lettre du Comité central de la Société ottomane du Croissant-Rouge.

Constantinople, le 22/3 janvier 1898.

*A Monsieur Moynier,
président du Comité international de la Croix-Rouge.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La précieuse bienveillance qu'il vous a plu de nous témoigner en maintes circonstances nous donne le courage de recourir, encore aujourd'hui, à vos lumières pour le cas qui suit :

Quelques négociants en denrées de la place de Constantinople se sont adressés dernièrement à notre Comité central ², pour demander l'autorisation d'apposer, sur les articles qu'ils débitent en paquets, l'emblème du Croissant-Rouge, contre l'engagement de prélever une part quelconque sur le produit de leurs ventes, pour être versée au profit du Croissant-Rouge dans notre Caisse, à la Banque impériale ottomane. Les solliciteurs se déclarent, d'ailleurs, prêts à se conformer à toutes les conditions de contrôle que nous jugerions à propos de leur imposer, pour assurer le prélèvement intégral de cette redevance, car, ils pensent, non sans raison, que l'emblème du Croissant-Rouge contribuerait beaucoup, par l'attrait d'une œuvre philanthropique, au développement de leur négoce.

Il est vrai, monsieur le président, que dans quelques pays, et spécialement en Allemagne, l'emblème de la Croix-Rouge est apposé sur certains articles de pharmacie et de chirurgie, mais nous ne sachions pas qu'une telle prérogative ait été accordée aussi à des débiteurs d'objets autres que ceux usités spécialement pour le traitement des malades et blessés.

¹ Les deux lettres publiées sous ce titre n'ayant pas eu un caractère confidentiel, et se rapportant à une question qui pourrait se présenter pour la Croix-Rouge comme elle l'a été pour le Croissant, le Comité international n'estime pas hors de propos de les reproduire ici, afin de faire connaître aux lecteurs de ce *Bulletin* les principes qui l'ont guidé, dans le cas au sujet duquel on lui a demandé son opinion.

² Voy. l'article « Turquie » dans le présent *Bulletin*.

S'il existe de pareils précédents, nous serions très désireux de savoir à quelles conditions, dans quelles circonstances et pour quel genre d'articles cette autorisation a pu être accordée, car, quelque louable que puisse être le but, encore faut-il que la charité s'exerce dans certaines conditions de convenance.

Le Comité Central du Croissant-Rouge se considérant comme obligé de se conformer, encore dans cette circonstance, aux usages suivis par les autres sociétés congénères, et spécialement à la jurisprudence de votre Comité international, croit remplir un devoir, en vous priant de vouloir bien lui faire connaître votre manière de voir à cet égard.

En vous remerciant d'avance, Monsieur le président, pour la suite que vous voudrez bien donner à la demande qui précède, nous saisissons avec empressement l'occasion de vous réitérer l'assurance de notre plus haute considération.

Le président du Croissant-Rouge a. i.

NOURIAN.

Le secrétaire général,

Ahmed RAGHIB.

II

Lettre du Comité international de la Croix-Rouge.

Genève, le 16 janvier 1898.

Au Comité central ottoman du Croissant-Rouge,

Constantinople.

MESSIEURS,

Nous sommes très honorés de la confiance que vous voulez bien nous témoigner, en nous demandant, par votre lettre du 3 courant, une consultation relative à l'offre qui vous est faite par des négociants de votre ville, et nous nous empressons de répondre à cet appel.

En abordant le sujet dont il s'agit, une déclaration préalable nous semble toutefois nécessaire de notre part. Nous sommes très disposés à raisonner comme si la substitution d'un croissant rouge à la croix rouge en Turquie avait été acceptée par les puissances signataires de la Convention de Genève et par les sociétés nationales de secours aux blessés, mais, aucune décision n'ayant encore été

prise par elles en cette matière, nous désirons qu'il soit bien entendu que l'avis que nous vous donnerons ne pourra pas être considéré comme préjugéant la solution que cette affaire recevra sans doute plus tard dans les milieux compétents.

Notre « jurisprudence », à laquelle vous daignez nous inviter à nous référer, n'a pas eu l'occasion de s'établir d'après des cas particuliers identiques au vôtre, mais les Sociétés de la Croix-Rouge ont exprimé en 1887, dans leur Conférence internationale de Carlsruhe, un vœu auquel nous nous associons pleinement, et qui est propre à dissiper toute incertitude quant à la ligne de conduite à vous proposer. Ce texte est ainsi conçu :

« La Conférence émet le vœu que, dans chaque Etat signataire de la Convention de Genève, il soit désigné une Société de la Croix-Rouge, ayant seule, pour elle et ses organes, le droit de se servir de cet emblème, et que tous les gouvernements soient invités à prendre les mesures compatibles avec leur législation, pour protéger la Société par eux reconnue contre les abus qui pourraient se produire à son détriment. »

Il résulte de ce document que l'idéal poursuivi par les sociétés requérantes est d'être seules admises à se servir de l'emblème de la croix rouge. Elles iraient donc à fin contraire de leur désir, si elles se faisaient les instruments complaisants de l'usage de cet emblème par des tiers. Ajoutons qu'un tel arrangement se comprendrait d'autant moins qu'il tendrait à faire de la croix rouge un moyen de réclame industrielle ou commerciale, genre d'abus qui s'est introduit malheureusement dans beaucoup de pays, et auquel la Conférence de Carlsruhe pensait tout spécialement lorsqu'elle a imploré l'intervention de l'Etat. Elle croyait nécessaire de chercher à y mettre un terme, parce qu'elle y voyait non seulement une source de malentendus regrettables, mais encore une méconnaissance grave de la haute signification morale de la croix rouge, qu'elle voulait conserver pure de tout alliage.

Puis donc que la Société du Croissant-Rouge se propose de se conformer aux idées qui prévalent au sein de la Croix-Rouge, nous ne pouvons que la dissuader d'entrer dans la voie où quelques négociants de Constantinople l'incitent à s'engager. Nous ne pensons pas d'ailleurs que les avantages pécuniaires qui résulteraient pour elle de la combinaison qu'elle a en vue soient, pour les sociétés étrangères, un motif de l'approuver. Nous craindrions

plutôt qu'elles n'y vissent une raison de plus pour ne pas s'y montrer favorables.

Examinée au point de vue légal, la question qui nous est posée comporte également une réponse négative. Les gouvernements qui, faisant droit à la requête de Carlsruhe, ont concédé à leur société nationale le monopole du signe de la Croix-Rouge, n'ont certainement pas entendu lui permettre d'associer à ce privilège qui bon lui semblerait. C'est pour elle uniquement, et en vue d'une certaine activité déterminée, qu'elle l'a obtenu. Toute interprétation extensive de la pensée du législateur à cet égard nous paraîtrait entachée d'erreur. Mais peut-être en est-il en Turquie autrement que partout ailleurs, sous ce rapport, car vous ne semblez pas mettre en doute votre droit de traiter avec vos compatriotes pour leur concéder l'usage du Croissant-Rouge.

Quant à l'emploi qui se fait actuellement, chez presque tous les peuples, de la croix rouge pour attirer l'attention du public, aussi bien sur des remèdes et des articles de pansement que sur des entreprises de toutes sortes, il ne résulte pas, comme vous paraissez le croire, d'autorisations émanées des gouvernements. Ce sont des abus qui, là où le vœu de Carlsruhe n'a pas encore été exaucé, se commettent à la faveur d'une liberté complète, et ailleurs au mépris d'ordonnances, que les pouvoirs publics sont impuissants à faire strictement observer. Cette règle ne souffre d'exceptions qu'en Autriche; encore n'est-ce que par respect pour des droits acquis et avec des garanties qui en atténuent l'importance.

Telles sont, Messieurs, les explications que nous sommes en mesure de vous donner sur le point qui vous intéresse. Si vous les jugiez insuffisantes, nous nous ferions un plaisir de chercher à les compléter et nous restons pour cela à votre entière disposition.

Agréé, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

POUR LE COMITÉ INTERNATIONAL :

G. MOYNIER, *président*.